

2025



© DR / Photo privée

De gauche à droite : Pakhshan Azizi, Warisha Moradi, Sharifeh Mohammadi

Iran – Sharifeh Mohammadi, Pakhshan Azizi et Warisha Moradi

Sharifeh Mohammadi est une mère de famille de 45 ans et ingénieure en design industriel, reconnue pour son engagement en faveur des droits humains et sa lutte contre la peine de mort en Iran. Elle a été arrêtée le 5 décembre 2023 et placée en isolement, où elle a subi des tortures pour obtenir des aveux. Le 4 juillet 2024, elle a été condamnée à mort pour « rébellion armée contre l'État » en raison de ses liens présumés avec le parti interdit Komala, des accusations qu'elle et sa famille contestent.

Pakhshan Azizi, journaliste et militante kurde des droits humains, a également été arrêtée, d'abord en 2009 lors d'une manifestation étudiante, puis à nouveau le 4 août 2023 à son retour en Iran. Pendant sa détention, elle n'a pas pu voir sa famille ni son avocat et a subi des tortures. Le 23 juillet 2024, elle a été condamnée à quatre ans de prison et à la peine de mort pour des accusations similaires liées à son appartenance présumée au Parti de la vie libre du Kurdistan (PJAK). Le 8 janvier 2025, la Cour suprême iranienne a confirmé la condamnation à mort de Pakhshan Azizi. Elle risque donc l'exécution à tout moment.

Varisheh Moradi, est une militante des droits des femmes et une activiste politique kurde, membre de la Communauté Libre des Femmes du Kurdistan oriental. Accusée de baghi (insurrection armée) par le tribunal révolutionnaire de Téhéran, elle a été arrêtée en août 2023 par les forces de sécurité iraniennes et a été détenue pendant une longue période dans un lieu inconnu, sans aucun contact avec sa famille ni accès à un avocat de son choix. Malgré l'absence de preuves et le refus du juge de lui permettre de se défendre, la deuxième audience de son procès a eu lieu en octobre 2024. Le 10 novembre 2024, ses avocats ont annoncé qu'elle

avait été condamnée à mort pour "rébellion armée contre l'État". Cette sentence a été prononcée 466 jours après son arrestation, illustrant l'injustice du système judiciaire iranien. Son unique "crime" réside dans son dévouement et son engagement en faveur de la justice sociale et de la défense des droits des femmes. Varisheh Moradi risque l'exécution à tout moment.

La répression en Iran s'intensifie, particulièrement depuis le mouvement "Femme, Vie, Liberté" déclenché par la mort tragique de Mahsa Amini en septembre 2022. Les autorités iraniennes utilisent la peine de mort comme un outil pour écraser la dissidence, ciblant de manière disproportionnée les militants politiques et les minorités ethniques afin d'instaurer un climat de peur. Les chiffres sont alarmants : en 2024, au moins 975 exécutions ont été recensées, dont 31 femmes, marquant une augmentation de 17 % par rapport aux 834 exécutions de 2023. C'est le chiffre le plus élevé d'exécutions en Iran depuis 2008.

Face à cette situation, l'ACAT-France appelle à une mobilisation générale pour soutenir le peuple iranien dans sa lutte contre cette répression implacable.

Que pouvez-vous faire ?

Priez pour elles !

Ecrivez-leur pour les soutenir !

Pour leur écrire :

ACAT-France
7, Rue Georges Lardennois
75019 Paris

L'ACAT-France transmettra